



LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: MERCREDI 13 JUILLET 2016

Mercredi matin, l'édition 2016 du Forum de haut niveau politique sur le développement durable (FPHN) a commencé par la tenue de tables rondes sur les thèmes "Créer un actionnariat au niveau national" et "Intégrer les objectifs de développement durable dans les politiques, les stratégies et les plans nationaux et intégrer les trois dimensions du développement durable". L'après-midi, des discussions ont eu lieu sur le thème "Coopération verticale - les autorités locales et les gouvernements nationaux travaillant ensemble pour la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030" et "les défis posés au niveau de la mobilisation des moyens de mise en œuvre au niveau national (financement, technologie, renforcement des capacités)".

CRÉER UN ACTIONNARIAT AU NIVEAU NATIONAL

Frederick Musiwa Makamure Shava, représentante permanente du Zimbabwe auprès des Nations Unies et vice-président, Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a présidé cette session. Cette dernière était modérée par Jessica Espy, Sustainable Development Solutions Network.

Le conférencier Lu Yonglong, Académie chinoise des sciences, a souligné l'importance de la formulation de stratégies nationales assorties d'une direction nationale forte, d'indicateurs pratiques pour le suivi des progrès et de données fiables et vérifiables à tous les niveaux.

Le conférencier Louis Meuleman, Université du Massachusetts, Boston, a mis en garde contre l'utilisation de plans conçus à l'extérieur pour la mise en œuvre nationale, précisant que, parfois, les éléments doivent être plutôt connectés que compartimentés.

La commentatrice Annika Lindblom, Ministère de l'environnement, Finlande, a souligné que le développement durable est un défi à long terme qui nécessite de nouveaux modèles de partenariats de gouvernance pluripartites.

Partageant l'expérience de son pays dans la nationalisation des objectifs de développement durable (ODD), le commentateur Ivane Shamugia, Administration publique, Géorgie, a mis en exergue: le souhait de ne pas créer de bureaucratie supplémentaire; l'établissement d'un équilibre entre le caractère universel des ODD avec le cadre national; l'utilisation de cadres participatifs; et le défi de la disponibilité des données.

Le commentateur Adolfo Ayuso, Cabinet du Président, Mexique, a identifié: le renforcement des connaissances et de la compréhension des ODD; la volonté des parties prenantes à participer; et des mécanismes solides permettant d'atteindre ces objectifs en tant qu'exigences clés pour l'appropriation des ODD au niveau national.

Le commentateur Gomer Padong, Philippine Social Enterprise Network, a déclaré que l'approche des ODD fondée sur le principe "ne laisser personne derrière" est une réponse directe à la concentration des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sur les "fruits à portée de main", tout en ignorant les plus difficiles à atteindre, et a identifié les démarches participatives comme étant un élément clé de l'appropriation.

De la salle, les délégués de l'ITALIE, du KENYA, du BOTSWANA, de PALAU et de l'INDONÉSIE ont exposé les efforts fournis par leur pays pour accroître l'appropriation nationale des ODD. Le BENIN a souligné la nécessité de faire évoluer les mentalités, affirmant que les ODD contribuent déjà à ce faire. Le délégué de la MALAISIE a demandé des éclaircissements sur qui doit briser la compartimentation, et sur la manière de s'y prendre. La représentante des FEMMES a déclaré que la société civile n'a pas été consultée dans le processus d'élaboration des rapports nationaux volontaires (RNV) ou a été informée très tard, chose qui réduit l'efficacité des RNV. Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a plaidé pour la création de mécanismes d'engagement national. L'UNION INTERPARLEMENTAIRE a déclaré que le processus d'élaboration des RNV devrait impliquer les parlements.

En réponse aux questions posées, Meuleman a averti que la compartimentation risque de diminuer l'efficacité de certaines organisations et de masquer leur visée. Lu a déclaré que les ODD encouragent les gouvernements à penser à long terme.

INTÉGRER LES ODD DANS LES POLITIQUES, STRATÉGIES ET PLANS NATIONAUX ET INTÉGRER LES TROIS DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie et Vice-Président de l'ECOSOC, a présidé la session. Cette dernière était modérée par Nick Ishmael Perkins, SciDev.net.

Koichi Aiboshi, Ministère des affaires étrangères, Japon, a décrit les quatre piliers sur lesquels reposent les efforts fournis par son pays pour la mise en œuvre d'Action 2030: le cadre de mise en œuvre, les principes directeurs, la collaboration avec les parties prenantes et le soutien de la mise en œuvre globale.

Joseph Enyimu, Ministère des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda, a souligné qu'il est important: de créer un espace politique pour l'intégration des ODD dans les plans nationaux; d'engager les citoyens dans un dialogue national soutenu par la société civile locale et les médias; et d'établir des stratégies nationales de financement du développement durable.

Wardarina, Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, a parlé des "signes d'alerte" qui peuvent être préjudiciables à l'ambition des ODD, tels que: l'absence de dispositions institutionnelles et de politiques d'appui d'Action 2030; l'échec de l'implication de la société civile dans les processus de planification, d'application et d'évaluation; et l'incapacité de surmonter les obstacles systémiques et structurels.

Izzet Ari, Ministère du développement, Turquie, a mis en exergue les démarches multisectorielles et multipartites, les partenariats, l'appropriation politique et les moyens de mise en œuvre (MME) en tant que facteurs essentiels pour la réalisation d'Action 2030.

Eili Lepik, Cabinet gouvernemental de l'Estonie, a présenté des exemples pratiques d'intégration des ODD, tels que les évaluations d'impact intégrées et les solutions technologiques d'information et de communication comme l'e-gouvernement.

Le commentateur Olivier Brochenin, France, a souligné: le travail à travers les structures et institutions existantes; l'importance de la cohérence; la concertation avec la société civile; et la valeur des partenariats pour trouver des solutions. Le commentateur Stine Lise Hattestad Bratsberg, Conseil PURE,

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2016 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

a déclaré que les ODD représentent un nouveau cadre pour le secteur privé, et a souligné l'importance de la sensibilisation du public et du dialogue au niveau national.

Dans le débat qui a suivi, le délégué de la CHINE a parlé du 13^{ème} plan quinquennal du pays, qui contient des objectifs indicatifs contraignants liés aux trois piliers du développement durable, et de ses efforts visant à faciliter les processus interinstitutionnels pour l'intégration d'Action 2030. Le SRI LANKA a souligné les efforts en cours pour la traduction des ODD au niveau national, efforts qui portent notamment sur l'établissement de repères plus élevés et sur l'introduction d'objectifs intermédiaires supplémentaires. L'UE a annoncé une initiative prochaine qui permettra de cartographier la façon dont les politiques internes et externes de l'UE contribuent à la concrétisation des ODD. Le NIGERIA a souligné l'importance de l'intégration des ODD et des objectifs intermédiaires dans les politiques nationales.

Dans leurs remarques de clôture, les conférenciers ont souligné, entre autres, la valeur des évaluations d'impact; Action 2030 en tant que poursuite de l'intérêt personnel éclairé; et la nécessité de revoir les législations et les politiques nationales ainsi que l'instauration d'un environnement international constructif.

COOPERATION VERTICALE – LES AUTORITES LOCALES ET LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX TRAVAILLANT ENSEMBLE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'ACTION 2030.

Cette session a été présidée par Shava. Elle a commencé par un discours de Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, Turquie, qui a souligné que la mise en œuvre des ODD se déroulera principalement au niveau sous-national, et qu'en "écoutant les villes on écoute les besoins réels des citoyens". Il a appelé à l'inclusion de contributions de la part du niveau sous-national dans les RNV.

Un groupe de discussion a suivi, modéré par Peter Wollaert, Institut des Nations Unies de formation et de recherche.

Hyuk-Sang Sohn, Université Kyung Hee, a décrit l'Alliance coréenne pour la durabilité locale, indiquant que sur les 283 collectivités locales que compte la République de Corée, 180 ont leur propre plan relatif à Action 21, mais qu'une nouvelle orientation nationale axée sur la croissance verte a posé des défis à la mise en œuvre de l'ensemble des trois piliers du développement durable.

La conférencière Patricia Iglecias, Secrétaire d'Etat à l'Environnement, São Paulo, Brésil, a souligné la nécessité d'objectifs spécifiques et du renforcement des capacités, pour les niveaux local et sous-national.

Soulignant que les populations qui sont laissées derrière vivent souvent dans les zones qui ont le moins de ressources, la commentatrice Rosemarie Edillon, National Economic and Development Authority, Philippines, a appelé les gouvernements nationaux à compléter les budgets locaux.

Le commentateur Paddy Torsney, Union interparlementaire, a souligné la nécessité, pour les leaders d'opinion locaux, de concevoir des composants de plans nationaux pertinents aux contextes locaux.

Le commentateur Stephan Contius, Ministère fédéral de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et des Bâtiments et de la Sécurité Nucléaire, Allemagne, a souligné l'importance des comités interministériels dans la réalisation des ODD.

Au cours du débat qui a suivi, Topbaş a mis en exergue, comme éléments clés de la gouvernance locale en général, la capacité de se déplacer rapidement et la proximité avec les citoyens; l'écoute des citoyens; la bonne approche; la transparence; et le choix de bons partenaires, y compris les ONG apolitiques et autres forces vives de la ville d'Istanbul. Iglecias a signalé comme principaux défis posés au Brésil, un manque de connaissances techniques au niveau local, et la variation de la situation économique des municipalités. Sohn a souligné l'importance de l'engagement de haut niveau en faveur de l'action axée sur les ODD au niveau local.

La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a décrit le passage du niveau politique à celui de l'action collective; la poursuite du dialogue; et le renforcement de la confiance pour l'obtention de l'adhésion à tous les niveaux comme autant de défis importants à relever. Soulignant le fort niveau d'autonomie accordée aux villes et aux conseils municipaux dans son pays, la représentante de la SUEDE a déclaré qu'une approche ascendante favorise l'engagement au niveau local.

Le SENEGAL a souligné l'importance de la coopération entre les gouvernements locaux et les ONG. Le Groupe d'intervenants pour les personnes âgées a parlé du plan récemment révisé de Singapour pour sa population vieillissante comme exemple de bonne pratique. Le Groupe d'intervenants pour les personnes

handicapées, assisté par une voix-off, a déclaré que de nombreux engagements en faveur des invalides, inscrits dans les ODD, relèvent de la compétence des autorités locales, mais a fait part de sa crainte du risque de voir ce niveau de gouvernance recevoir un financement insuffisant.

Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a souligné la nécessité d'investir dans le renforcement des capacités locales. Le délégué des ENFANTS ET DES JEUNES a souligné l'importance de données appropriées permettant de situer et de territorialiser Action 2030. Le Bureau européen de l'environnement a parlé de plusieurs initiatives de développement durable entreprises par les organisations de base, soulignant qu'elles devraient être soutenues.

LES DÉFIS POSES A LA MOBILISATION DES MOYENS DE MISE EN ŒUVRE AU NIVEAU NATIONAL (FINANCEMENT, TECHNOLOGIE, RENFORCEMENT DES CAPACITES)

Héctor Alejandro Palma Cerna, Représentant permanent adjoint du Honduras auprès de l'ONU et Vice-président, Conseil économique et social, a présidé la session.

Macharia Kamau, Co-président du Forum des sciences, technologie et innovation (STI), a présenté une déclaration sur les résultats de l'édition 2016 du Forum des STI, et la liste des domaines et objectifs prioritaires, y compris: l'investissement initial dans la technologie; la sensibilisation au contexte social; et les actions participatives axées sur les STI.

Manuel Montes, Centre Sud, a modéré ensuite une table ronde.

Le conférencier Paulo Gadelha, Fundação Oswaldo Cruz, a souligné l'importance de l'utilisation de la plate-forme en ligne du Mécanisme de facilitation de la technologie pour le partage des expériences. Le conférencier Felipe Castro, Colombie, a plaidé pour le partage des ressources non financières telles que les données scientifiques et technologiques, en particulier à travers la coopération Sud-Sud.

Le commentateur Mawussi Djossou Semondji, Togo, a appelé à l'établissement d'un lien entre la science et les MMCE. Le commentateur Paul Gulleik Larsen, Norvège, a qualifié l'Aide publique au développement d'investissement dans l'intérêt national, et de catalyseur pour des partenariats de meilleure qualité et envergure.

Le commentateur Chengyong Sun, Chine, a souligné les efforts nationaux tels que: l'Action 2030 des zones de démonstration; une banque verte de la technologie; et la formation en STI de près de 10.000 personnes dans 120 pays depuis 2000. Le commentateur David O'Conner, UICN, a souligné la nécessité de veiller à ce que la technologie soit plutôt un facteur de nivelage que de division.

L'ESTONIE a salué le soutien de la spécialisation intelligente. L'AFRIQUE DU SUD a souligné le défi fondamental de la réorientation des flux d'investissement. La REPUBLIQUE DE COREE a souligné l'initiative de coopération pour le développement des STI, entreprise dans le pays. Le délégué des SYNDICATS des TRAVAILLEURS a regretté le fait qu'Action 2030 ne reconnaisse pas l'importance du dialogue social.

La REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO a déclaré que les conditionnalités financières internationales augmentent le nombre de personnes à la traîne. La représentante des FEMMES a mis en garde que le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement proposé ne fera qu'aggraver l'échange inégal. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a appelé à une refonte du régime mondial de la propriété intellectuelle. Le groupe d'intervenants pour les personnes handicapées a souhaité en savoir davantage sur la façon dont le processus de FPHN allait pouvoir obliger les gouvernements à rendre compte des MMCE.

DANS LES COULOIRS

Sensibilisation, intégration, action locale et MMCE ont été les maîtres mots de la journée de mercredi dans le FPHN 2016. Des experts ont indiqué que les compartimentations mentales et physiques devront soit être démantelées ou apprendre à "danser ensemble". Il était évident, cependant, que les compartimentations ne sont pas seulement sectorielles et verticales, mais aussi horizontales. Les responsables politiques ont déploré qu'ils ne soient souvent pas inclus dans les processus de planification nationale ou d'élaboration des RNV. Ils trouvent qu'il est difficile d'accéder aux MMCE nationaux et internationaux, même si la mise en œuvre effective d'Action 2030 devra avoir lieu localement. Briser ces compartimentations horizontales, la question est alors: Dans quelle mesure la communauté internationale et les gouvernements nationaux peuvent y faire?